

AU-DELÀ DES CARAVANES ET DU FOLKLORE, AGIR DANS LES AVENUES DU POUVOIR POUR ENDIGUER LA PHALLOCRATIE AU CONGO

Phidias A. SENGE MILEMBA
Université de Goma, R.D. Congo
phidiasenge@unigom.ac.cd

Résumé : Dans la perspective de penser une société congolaise égalitaire en genre, les femmes se doivent d'investir progressivement toutes les avenues du pouvoir à travers un engagement politique vertical pour gagner le droit de cité. Aussi doivent-elles porter un sens, un contenu consistant et cohérent à leur lutte pour déconstruire les clichés caricaturés et le culte du *statu quo* qui colonisent les esprits du commun des mortels, et réinventer une démocratie inclusive pour un devenir constructif de deux partenaires naturels à la poursuite de la vitalité de l'humanité. C'est à cela que ce papier est consacré, et pour ce faire, attirer l'intérêt sur leurs talents, ambitions et capacités à diriger en tant que sujet politique du devenir sociétal

Mots-clés : Démocratie genrée, Parité, dynamique féministe, avenue du pouvoir, phallocratie

BEYOND CARAVANS AND FOLKLORE, GET INVOLVED IN THE AVENUES OF POWER FOR FIGHTING PHALLOCRACY IN CONGO

Abstract: In order to think a gender-egalitarian Congolese society, women have to gradually invest all avenues of power through a vertical political commitment for winning the right of citizenship. They also have to give a meaning, a consistent and coherent content to their struggle for deconstructing the caricatured clichés and the cult of the status quo that colonize the minds of common mortals, and reinvent an inclusive democracy for a constructive future of two natural partners in the vitality of humanity's following. This paper is devoted to that, and so, to draw interest in their talents, ambitions and capacities of leading as a political subject of societal future.

Keywords: Gender democracy, Parity, feminist dynamics, avenue of power, phallocracy

Introduction

La résistance à l'approche genrée de la démocratie, par les fantasmes phalocrates, est combattue à travers le monde aujourd'hui, quasiment, au même titre que la pauvreté et la faim en vue du renouveau démocratique. Révoltées par les stéréotypes, préjugés et discriminations dont elles sont victimes au quotidien dans la vie politique et les pratiques sociales, les femmes ont multiplié les terrains d'expression et de revendication pour influencer les agendas politiques et ainsi rêver d'un « Grand Soir ». Au Congo, depuis la Constitution du 18 février 2006, la bataille politique engagée des femmes pour une approche intégrée du genre a retrouvé ses lettres de noblesse. Elle a battu le record en tant qu'une nouvelle forme de participation politique dans la société congolaise, culturellement peu favorable à la constitution d'un espace à la cause de l'égalité de genre dans la vie politique et les pratiques sociales. Ainsi, des dynamiques féministes, préoccupées par l'avenir des femmes dans nos sociétés politiques, se sont jointes à la cause en vue de la réinvention d'un commun

universel : une société égalitaire en démocratie. Cependant, faute d'un contenu intelligible, consistant et cohérent, certaines de leurs actions sont longtemps restées à la lisière de l'appel du destin du Congo. Elles ont même versé dans le superficiel et le spectaculaire, comme souvent à la Journée internationale des droits des femmes, célébrée le 8 mars de chaque année. Cette superficialisation et spectacularisation portent à cette date l'empreinte d'une journée de jouissance et de distraction de la lutte que les femmes et les dynamiques féministes ressassent. Elles sont détournées de la réflexion bilantaire et prospective pour se noyer dans l'improfond et l'inessentiel où elles se dépensent en conversations prétentieuses, flatteuses et en actions superfétatoires qui s'universalisent et superficialisent la lutte de plus en plus. Tout de même, quelques femmes parviennent à intégrer les institutions politiques du centre, et y servent, contre toute attente, de décor d'un simulacre de représentation genrée. D'autres font présence parmi les chefs d'entreprises, les leaders politiques, les leaders d'opinion en raison du degré de leur engagement politique. Cette allure prometteuse mais insuffisante et fragile n'a pas fait de femmes et de dynamiques féministes des « joueuses de réussite » à la construction d'une société dont les détenteurs de position de régulation sociale et les catégories sociales sont décidés de recréer ce commun universel. Si la femme et l'homme ont vécu et travaillé ensemble dans la société, il convient alors d'interroger la manière dont ils l'ont fait en vue de la régénérer et la réorienter selon les exigences universelles de la société actuelle.

Vu que le recrutement des animateurs des institutions est resté fonction des logiques machistes, les femmes, en tant que catégorie sociale dominée, stigmatisée et marginalisée, demeurent le maillon le plus faible du système conventionnel de distribution des responsabilités institutionnelles pour une société égalitaire en genre. Et pour renverser ces logiques et construire ce commun universel dans le tissu social, politique et économique, les femmes doivent affûter les « armes » pour mener autrement la lutte au quotidien dans les avenues du pouvoir et de déconstruire les clichés caricaturés et le culte du *statu quo* qui hantent les esprits du commun des mortels. Pour ce faire, deux interrogations : Comment entendent-elles bouleverser les fantasmes phalocrates dans la sélection des animateurs des institutions ? Comment repenser leur engagement politique pour la construction du renouveau démocratique, piston de leur maximalisation dans l'univers et la carrière politique ? Aussi loin que l'on remonte dans le temps, l'ascendance de l'être masculin sur l'être féminin est un fait historiquement attesté, aujourd'hui consolidée dans la vie politique et les pratiques sociales. Quels que soient les continents, les cultures ou les cercles de pensée féministes, l'être masculin a souvent exercé la domination sur l'être féminin. Réfléchir à une nouvelle perspective, reviendrait aux femmes, d'une part, de s'engager verticalement et au quotidien dans les avenues du pouvoir et, de l'autre, de porter une voix essentielle aux campagnes de plaidoyer et de lobbying pour déconstruire la société qualifiée de « sclérosée », bien loin d'offrir l'égalité du genre. Cette société se mesure à l'outrage de l'égalité du genre et à la résistance à la production de la démocratie genrée à venir de nous, par nous et pour nous.

1. Une lutte privée du signifié

En ce début de la troisième décennie du vingt et unième siècle, l'humanité est confrontée à des dynamiques féministes, accompagnées de multiples interactions pour élargir les droits et les rôles sociaux des femmes. Cependant, certaines de ces dynamiques semblent se contenter de s'arrêter simplement à une compréhension quasi superficielle de la lutte, sans faire bouger les lignes du pouvoir prédateur des

hommes sur les femmes. Une telle intellection de la lutte est inconsistante et incohérente pour faire attendre une voix essentielle. Pourtant, les femmes en tant qu'être humain, sont aussi actrices du devenir sociétal comme sujets du dynamisme anthropique. Elles doivent donc porter un sens, un contenu consistant et cohérent à la lutte pour une société égalitaire en droits. Certes, cette lutte, muée en caravanes et folklore aujourd'hui, prive leurs actions de l'audience du signifié. Il faut le souligner, un droit ne se recouvre guère par des actions sans contenu, plutôt par une pensée repensée dans des cadres de pensée renouvelés, par des actions à impact sociopolitique visible dans la durée. C'est cet ordre de la raison qui est susceptible de bâtir un « nouvel universel », dans lequel Naves (2020) pense mobiliser une gouvernance plus solidaire et respectueuse de différences, un nouveau leadership fondé sur la coopération et la responsabilité collective. Par ailleurs, on a beau peiné à identifier des pesanteurs de l'involution politique que les femmes subissent depuis des lustres au Congo. Kä Mana (2020) en a dénombré trois :

Les tentations du retour en arrière et la soif du rétropédalage pour revivre comme avant, chez certains ; la nostalgie de se renfermer dans les vieilles habitudes et les vieilles mentalités, chez certains autres ; et le refus, chez certaines d'autres encore, de se tourner vers l'avenir et de s'engager sur le nouveau chemin de la construction d'une nouvelle société.

Kä Mana (2020 : 236)

Quant à Chamorro-Premuzic (2019) trois explications sont régulièrement avancées pour rendre compte de la sous-représentation des femmes aux postes de direction : « Elles n'en sont pas capables ; cela ne les intéresse pas ; et, enfin, elles sont intéressées et capables, mais ne réussissent pas à briser le plafond de verre, cette barrière invisible faite de préjugés qui les cantonne dans des rôles mineurs. » Toutes ces perceptions contribuent quotidiennement à construire divers clichés caricaturés de la femme dans nos sociétés. Ces clichés réduisent la femme, dans tout son être, en une existence fortuite, celle basée sur une liaison inespérée et passagère, sans autre cause que le concours inattendu et inexplicable des circonstances. Il s'agit, en somme, de l'ordre du hasard, la femme étant, ici, réputée fascinée par l'immédiateté qui l'attire plus que la réflexion sur la cause, effet et pistes de sortie d'un sort. Pourtant, la réflexion permet à l'humain d'être élevé à l'ordre attendu de la production du sens des actions à entreprendre.

Bien plus, l'inconsistance et l'incohérence de certaines femmes et leurs cadres de pensée et de lutte arrosent, fertilisent et donnent encore un terrain favorable à leur minorisation en droits. Cette catégorie de femmes qui ignore son identité anthropique en tant qu'Êtres à part entière et non des Êtres entièrement à part, capables de comprendre et de maîtriser, chacune, sa situation pour faire un saut à l'artisanerie de son avenir dans le flot d'humains dotés de capacités et d'atouts pour une perpétuelle évolution, pour un perpétuel changement transformateur. Par conséquent, dans les aspects de la vie sociale, « tout y est globalement dominé par les hommes, leur esprit, leurs intérêts et leurs ambitions. Les valeurs sociales, les structures institutionnelles, les normes de vie et les rêves individuels sont déterminés par une vision du monde où le genre masculin s'est imposé de tout son poids » (Kä Mana, 2020 : 238). Tout autant, la femme dispose de toutes les facultés anthropiques pour s'assurer une existence responsable, catalyseur de son épanouissement et de l'accomplissement de soi. Elle peut mobiliser la raison pour comprendre les causes, les effets et les possibilités de sortie d'un sort. Forte de cette faculté, elle se construit une société de liberté de parole,

d'opinion, de réflexion, d'action, d'égalité en droits et du devenir constructif ; une société qui lui garantit la dignité vitale et lui permet la réalisation et l'affirmation de soi de façon recommencée. Cette « arme » intelligible qu'a la femme de produire du signifié, de connaître sa propre réalité, de la juger et de penser les enjeux du futur, mérite d'être continuellement mobilisée. L'objectif étant de produire la consistance et la cohérence de son action pour bâtir une société d'égalité en genre et réinventer une nouvelle forme de pouvoir, fondée sur l'approche intégrée de la démocratie. Rester dans le signifiant sans signifié ou dans les actions peu réfléchies dont le destinataire ne peut aisément identifier, lire, déchiffrer et comprendre le sens, parce qu'il n'en connaît pas les enchaînements particuliers, les motivations, les initiatives et les occurrences, c'est promouvoir une représentation machinale et une conscience collective pour s'assurer une existence fortuite. En somme, c'est échapper au levier du changement sociopolitique transformateur, pourtant une ressource à forte puissance symbolique à capitaliser pour un autrement-vivre-ensemble.

2. La parité parodique : un lit à la phallocratie ?

Le tableau du théâtre politique congolais est réputé un espace révélateur et accélérateur du creusement des inégalités de représentation du genre. À cet effet, des voix fusent de plusieurs dynamiques féministes décriant la marche régressive de la parité homme-femme dans la vie privée et publique congolaise. Ainsi continuent-elles de répliquer d'un ton sec pour revendiquer respect et valorisation de l'acquis constitutionnel dans la gestion des institutions, équilibrée en nombre, en genre et en importance. En misant sur la gestion paritaire et égalitaire des institutions, les dynamiques féministes se nourrissent de l'espoir de construire ce commun universel, dont les logiques de fond se résument en l'approche intégrée du genre pour un renouveau démocratique. C'est cet espoir d'un monde où il fait beau de communion partenariale en genre, un monde où chaque Être humain se découvre, se développe et déploie son potentiel pour, ensemble, accomplir le destin commun, qui nourrit les dynamiques féministes aujourd'hui. Il s'agit d'une capacité de l'esprit qui fait de chaque personne, une partie de solution aux problèmes de la société, loin de toute différence porteuse des préjugés. Que ce soit le genre féminin ou le genre masculin, aucun d'entre les deux ne peut prétendre être le modèle indiqué à l'accomplissement du destin du Congo. Résister à l'approche genrée de la démocratie, c'est repousser le développement global ; c'est nuire au vivre-ensemble ; c'est contrecarrer la révolution sociopolitique en vue ; bref c'est faire temps à la domination, stigmatisation et marginalisation des femmes en tant que catégorie sociale. Et pour pousser les deux partenaires naturels à l'approche intégrée des rôles sociaux, des préoccupations expressément formulées ouvrent des espaces à des débats, formations et sensibilisation sur un leadership inclusif fondé sur la coopération, la solidarité et l'acceptation mutuelle pour un renouveau démocratique. Malencontreusement, dans la classe politique congolaise, « les femmes n'y ont qu'un rôle figuratif, esthétique, cosmétique, pour faire croire que l'on respecte l'air du temps où il est chic de montrer qu'on respecte le genre, quitte à ne le faire qu'en surface, avec des gestes purement symboliques et sans consistance, comme la nomination des femmes à quelques postes de responsabilité» (Kā Mana, 2020 : 239) Dans cette trame, quelques personnalités politiques et publiques sont rarement recrutées parmi les femmes, et par la force de la prégance, de la dénonciation et de la détermination à lutter contre les inégalités du genre, elles deviennent des figures politiques influentes. C'est ainsi qu'au Gouvernement mis en place le 5 février 2007, la représentativité féminine totale était

de 15% contre 11% à celui du 26 novembre 2007. Au Gouvernement du 26 octobre 2008, elle était de 10,9% tandis qu'à celui du 19 février 2010, elle était évaluée à 11,3% contre 10,6% du Gouvernement du 11 septembre 2011. Quant aux élections législatives du 28 novembre 2011, 47 femmes ont été élues sur les 500 sièges à pourvoir. Pour ce qui est des mandataires publics, la femme représentait 7,9% ; et parmi les Secrétaires généraux de l'Administration publique, elle représentait 12,7%. Au Gouvernement du 28 avril 2012, elle était de 2,2% contre 3,29% à celui du 7 décembre 2014. Par ailleurs, l'accord politique du 18 octobre 2016 avait, à son tour, mis en place un Gouvernement de transition dont la représentation féminine était remontée à 5,36%. Plus récemment encore, les candidatures féminines à la triple élection du 30 décembre 2018 n'ont pas marqué des progrès attendus. A la législative nationale, la représentativité féminine totale a été faiblement évalué à 10,3%. Dans les Assemblées provinciales, elle n'a pas dépassé 12%. A l'élection présidentielle, la seule candidature féminine n'a pas tiré son épingle du jeu. Elle a réalisé un faible score de 27 313 voix soit 0,14%. Dans le Gouvernement de coalition FCC-CACH du 26 août 2019, la représentativité féminine était de 17% contre 27% au Gouvernement mis en place le 12 avril 2021.

Au regard de ce tableau, la situation de la femme en politique continue de faire marche arrière, malgré les instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux. Dans cette vue, le machisme est, sans surprise, privé de l'attention et de la bonne foi du politique congolais, ce dernier employant la parité à contre-sens ou falsifiant son contenu et son étendue. Pourtant, à lire les annales de l'histoire de la femme congolaise, des grands exploits sociopolitiques ressortent de son génie, de son courage et de sa détermination ; et des évolutions sociopolitiques notables sont, à travers le temps, réalisés au gré de sa puissance, de son ambition ou de son rêve pour une destinée congolaise de tous les espoirs. Mais les phalocrates taisent tous ces exploits pour, biaisement, les attribuer au genre masculin. Aujourd'hui, des révélations de l'histoire soulèvent le voile, et nous laissent (re)découvrir les exploits sociopolitiques des femmes, dont ceux de Dona Béatrice Kimpa Vita Simba, qui ont remarquablement contribué à l'accomplissement de la destinée congolaise. Il en est de même de Anne Libondo et Mayaka Pongo, dont la présence à la Table Ronde de Bruxelles en 1959 est tue dans les annales de l'histoire politique du Congo. Dans cette montée politique féminine, d'autres femmes se sont faites temps dans la vie politique aux deux premières décennies post indépendance. C'est le cas de Sophie Kanza, première femme politique congolaise à occuper le poste de ministre d'État (1966-1970) ; Nzuzi wa Mbombo, Bourgmestre de la Commune de Léopoldville en 1967 ; Elonga Ebengo wa Nzekama Eulalie, Bourgmestre de la Commune de Kalamu (1976-1977) et de Lutete Nzau Kinkela, Bourgmestre de la Commune de Lingwala (1968-1976). Avec une telle expérience dans la vie publique, où en sont les femmes en ces jours ? Il est possible que les femmes brisent le mur des blocages culturels et institutionnels, à condition qu'elles soient prêtes à en payer le prix d'engagement, d'endurance d'esprit, de confiance en soi et de compétence, loin du « moindre effortisme » ambiant.

Comme le chemin des droits des femmes est d'ores et déjà tracé par les instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux, c'est la volonté politique des acteurs qui fait défaut. La volonté politique de donner la même chance aux hommes et aux femmes d'occuper des postes de direction ; la volonté politique de détruire les clichés sociaux caricaturant la femme ; la volonté politique de rendre ordinaires les différences biologiques entre l'homme et la femme et de pratiquer leur égalité en droits. S'agissant particulièrement des institutions issues des élections : en 2011, les femmes n'étaient que 8,4 % à l'Assemblée nationale et 4,6 % au Sénat ; le

Gouvernement Samy Badibanga en comptait seulement 11,94% contre 10,17% au Gouvernement Bruno Tshibala. A l'issue des élections du 30 décembre 2018, le Gouvernement Sylvestre Ilunga ne comptait que 17% de femmes contre 83% d'hommes. La Chambre basse comptait un peu plus de 10% contre près de 90% d'hommes, tandis que la Chambre haute en comptait un peu moins de 20% de femmes contre plus de 80% d'hommes !

La présence d'une femme à la tête de la Chambre basse (Jeannine Mabunda), dont la composition est globalement dominée par les hommes, révèle une politique parodique de la parité car, en marge de la répartition des responsabilités équilibrée en nombre, en genre et en importance. Cette nomination à la présidence du Bureau de l'Assemblée nationale est une conspiration des phalocrates, comme une réponse mesurée à l'aspiration des dynamiques féministes. Hypocrisie, dois-je le décrier, car ces phalocrates n'ont jamais eu d'autre discours que celui d'« obtenir l'adhésion des femmes à leur soumission : soit l'intimidation, avec menace de punition sur terre ou au ciel, c'est-à-dire éternelle si les femmes n'obéissent pas aux traditions, soit les discours hypocrites de protection » (Vianes, 2006). À cet effet, ils sont décidément acteurs de la désarticulation du lien social, celui-ci permettant aux hommes et aux femmes d'être élevés à l'ordre du vivre-ensemble et de production des intelligibilités inclusives, loin de la perversion des différences des droits. Cette nomination peut également être vue comme résultant des actions collectives féministes, d'une valeur symbolique, organisées par l'entremise des véhicules sonores géants, circulant dans les villes et balançant des messages de respect des droits des femmes. D'autres dynamiques féministes avaient plutôt procédé à des sensibilisations de masse, à l'animation des émissions radiotélévisées et à l'organisation des conférences et ateliers sur les droits des femmes afin de véhiculer et réhabiliter la vraie identité sociale de la femme puisée dans ses fonctions constructives, loin de toute représentation caricaturale éhontée, installée dans les mentalités et croyances de plusieurs jusqu'aux mots qui sont employés, renvoyant à des clichés grotesques. Aujourd'hui, les mêmes phalocrates se sont départis d'elle, et ont, dans le cadre de la plateforme politique « Union sacrée », installé un homme à la tête du Bureau de l'Assemblée nationale. Cette dépréciation des droits des femmes au sein des institutions politiques et publiques de trois législatures de la Troisième République, afflige le Congo aujourd'hui et renforce son alignement parmi les « sociétés archaïques ». En effet, « l'archaïsme d'une société se mesure au fossé qui sépare les droits des femmes de ceux des hommes. Le vieux mur de la phallocratie érige de nouvelles frontières entre les hommes et les femmes » (Vianes, 2006). Et donc, empêche la contribution des femmes à l'accomplissement de la destinée du Congo, car une société fissurée des préjugés sur les femmes entrave sa bonne marche : les opportunités du développement intégral se meurent, l'économie se détériore et la pauvreté s'accroît.

Toutefois, si l'importance du genre est de longue date reniée, repoussée ou ignorée dans nos sociétés archaïques ; aujourd'hui, son importance et sa nécessité se révèlent un outil d'émergence sociale et d'ouverture politique, de gouvernance inclusive et de développement global, nécessitant adhésion et mobilisation de tout étant voué à l'existence politique et à la vie publique. Les sociétés modernes qui se mesurent à l'égalité du genre, à l'inclusion politique et à la transcendance de différences biologiques, se doivent d'en être des creusets malgré la résistance des phalocrates, du reste à vaincre par la raison éclairée et la volonté d'engager un combat

citoyen. « C'est (donc) à la vigilance citoyenne des femmes et des hommes d'abattre ces vieux murs et leurs fondations pour vivre ensemble » (Vianes, 2006).

3. Agir au-delà des caravanes et du folklore

Depuis l'aube de l'année 2006, la mobilisation collective de masse a gagné les mouvances féministes congolaises en quête du bannissement des logiques machistes dans la sélection des animateurs des institutions politiques et publiques. Certaines de ces mouvances sont même devenues des marqueurs de l'éveil civique des femmes. Ce mode d'action politique, encouragé par les idéaux genrés de la démocratie, consiste, pour l'essentiel, à interpeler l'État à offrir une mesure favorable à la cause des femmes. Malencontreusement, plusieurs d'entre ces mouvances l'ont souvent utilisée à des fins de jouissance. Ce qui a vidé leurs actions de toute intelligence de la lutte, et sont ainsi tombés dans les travers. Plus fort encore, au fur et à mesure que le recours à la mobilisation collective caravanesque et folklorique est devenu un fait ordinaire, la lutte des femmes a perdu de son efficacité politique. Elle est même vidée de son ambition première, celle d'exercer une influence directe et permanente sur le système politique congolais en vue d'une société d'égalité de genre. Sachant qu'« en politique, les décisions se prennent par un petit nombre d'acteurs de sorte que leurs opinions et leurs particularités personnelles peuvent influencer de façon significative la prise de décision » (Monière & Guay, 1987 : 106), il revient donc aux femmes d'investir progressivement toutes les avenues du pouvoir à travers un engagement politique vertical, sans toutefois désertier les campagnes de plaidoyers et de lobbying en faveur de leur avenir. Cet engagement consiste en une progression pyramidale au sein des instances partisans : des sections locales à l'exécutif national. Cette nouvelle stratégie de participation politique est susceptible de la maximalisation de la femme en politique et du forgeage d'une place parmi la minorité qui décide. Cet engagement pourrait engendrer divers types de rétributions : « des récompenses matérielles, d'abord, en termes de postes, de responsabilités, de relations ou de formation ; des récompenses non matérielles comme des « incitations par solidarité » tirées de la possibilité d'interagir avec les autres ; ou des « incitations par finalités » liées à la satisfaction de participer à l'obtention du bien collectif envisagé » (Alcaud et al., 2010, p.261). Rien n'est illusoire, car les femmes en ont une « arme de réussite électorale », c'est-à-dire l'avantage du nombre pour peser de tout leur poids, et imposer cette force démographique à tous les niveaux de la compétition électorale. Quitte à elles de s'organiser et d'en prendre conscience et intelligence pour ne plus désertier le sens et la finalité de leur engagement. Que ça soit au niveau des élections primaires ou nationales, « les partis politiques effectuent la sélection du personnel politique, c'est-à-dire qu'ils recrutent les leaders politiques en choisissant des candidats et en tentant de les faire (re) élire » (Monière & Guay, 1987 : 106).

Certes, cette « arme de réussite électorale » nécessite d'être comprise, arrosée, fécondée et appliquée avec conscience et intelligence pour, d'une part, résister aux stratégies de diversion, stratégiquement mobilisées par les phalocrates pour faire des femmes leur électorat privilégié ; et d'autre part, combattre l'idée selon laquelle « la loi des grands nombres joue auprès des gouvernés mais pas nécessairement auprès des gouvernants » (Monière & Guay : 106). Car, les femmes sont prises pour des artisanes du succès électoral des hommes à tous les niveaux, et donc leurs marchepieds pour « prendre le pouvoir afin de profiter des revenus, du prestige et de la puissance que procure la direction de l'appareil gouvernemental » (Downs, 1961, p.402). Elles

apparaissent tout aussi comme des actrices situées à la périphérie de la sphère d'éligibilité, car limitées, dans la *praxis*, à l'exercice d'une partie de leur citoyenneté politique, dont élire.

Considérant ce qui précède, une éducation citoyenne et électorale aux femmes est souhaitable, mais reste une voie minimaliste, car réduite aux soins de la plaie à la surface. L'étendre aux hommes dans la durée est maximaliste, car elle rendrait effectifs, leurs droits politiques ; intelligibles, leurs interventions socio-politiques ; et, significative, leur coopération en vue d'un ordre sociopolitique genré. Sans doute, les femmes « sont une chance pour le continent africain : sa croissance, sa santé et sa stabilité en dépendent largement » (Kambale Makwera, 2017 : 197). Leur maximalisation dans l'univers et la carrière politique devra s'appuyer sur cinq leviers, à savoir : la réforme du mode électoral, l'éducation soignée, la participation financière, la compétitivité et la socialisation.

Réformer le mode électoral. Réformer le mode électoral consiste à penser à nouveau frais un mode de scrutin favorable à l'accès égal des hommes et des femmes aux mandats électifs. Car, depuis les élections de 2006, la trajectoire de la représentation des femmes dans les institutions politiques et publiques est, non seulement à dents de scie, mais encore en dessous du seuil légal transitoire établi par la Constitution de la troisième République (soit le 30% de sièges). Outre les pratiques culturelles rétrogrades qui plombent et limitent la liberté démocratique des femmes, les avatars des lois électorales connues depuis 2006 en viennent à affaiblir les chances de conquérir le territoire de l'égalité du genre. Que convient-il alors de faire pour briser cette tendance phallocrate dans la jeune démocratie congolaise ? Tant que les phalocrates isolent et minoreront les femmes en politique avec des faibles arguments tirés des pratiques culturelles rétrogrades, l'accomplissement de la destinée du Congo restera freiné par leurs propres limites. Car, naturellement, on ne peut pas tout savoir et tout savoir-faire. Il est donc primordial de s'entraîner à l'expérience française du mode de « scrutin binominal paritaire », dont le principe consiste dans l'élection d'une liste fermée de deux candidats (un binôme) par canton (circonscription), liste devant obligatoirement comprendre un homme et une femme (Le Breton et al., 2017, p.966). Avec ce mode de scrutin, les hommes et les femmes seront paritaires à l'Assemblée nationale comme à l'Assemblée provinciale, au Conseil communal, de Secteur comme au Conseil de Chefferie. Ce mode de scrutin en duo homme/femme, apparaîtrait un remède à la minoration et isolement des femmes dans les Assemblées électives, et redonnerait la force à d'indéniables poussées politiques dont le renouvellement de la classe politique et la maximalisation de la femme dans l'univers et la carrière politique. Ce duo homme/femme devra partager des valeurs communes et une vision de la destinée commune à accomplir. Et en compensation, il serait une source d'épanouissement, de réalisation et d'estime pour chaque composante du duo par la création d'un lien qui les motive et les amène à coopérer afin d'accomplir le projet commun.

Éducation soignée. Mondialement reconnue comme un dispositif culturel et cognitif de promotion et de défense des droits des femmes et des filles, l'éducation soignée, apporte aux femmes normes, confiance, connaissances, valeurs et compétences comme tout étant voué au devenir du projet sociétal commun. Elle contribue ainsi à la construction d'une personne qui s'autodétermine et à une société équilibrée dans la représentation institutionnelle de ces deux partenaires naturels à la poursuite de la vitalité de l'humanité. Cette éducation ne veut aucunement cautionner l'inscription des filles dans des écoles où l'éducation est délaissée, où les instituteurs, eux-mêmes,

accusent des lacunes cognitives et pédagogiques à regretter ; et les garçons, dans les écoles réputées soignées, comme si, à eux, on privilégie les valeurs pour être toujours la tête, et aux filles, l'inattention, pour demeurer dans la dépendance, la soumission et l'obéissance. Cette faiblesse éducative, mieux encore, cette scolarisation sans lendemain sûr, loin d'être un souci constant des parents, rend les filles inaptes à exercer leurs droits et à participer à l'accomplissement de la destinée sociétale.

Participation financière. Ce sont les cotisations des membres, devenues un levier qui, fortement, impacte sur la sélection du personnel politique au sein des directoires des partis, et par ricochet, parmi les animateurs des institutions politiques. Il ne suffit pas de se distinguer dans le présentéisme aux réunions, à la diffusion des mots d'ordre, aux activités mises en place par le parti pour être dans sa caste de figures influentes. Encore faut-il devenir une source de ressources pour la survie du parti car, l'engagement politique nécessite la mobilisation d'un minimum de ressources qui font très souvent défaut aux femmes, vues la précarité des conditions de leur vie. En effet, beaucoup de femmes font présence nombreuse dans les organisations politiques sans gagner de l'importance ni de la considération faute d'investir ce levier économique. Et pourtant, ceux qui y occupent des positions de pouvoir comme dans l'appareil de l'État, appartiennent, le plus souvent, à un « cercle de bailleurs » des partis. C'est ainsi que la présence majoritaire des hommes dans les instances partisans et étatiques de décision est tout autant un produit économique du choix politique, tant la politique est fortement affaire d'économique. Les femmes, majoritaires soient-elles, si elles n'investissent pas ce levier, se trouveront cantonnées dans le peloton de tambourineurs, chanteurs, danseurs et thuriféraires du parti.

La compétitivité. Le théâtre politique est un espace de contradiction et de lutte pour la conquête, l'exercice et la conservation du pouvoir. Chacun des acteurs politiques mobilise des ressources à sa portée pour lutter, convaincre et produire le résultat. Dans cette vue, les femmes doivent se mobiliser et mobiliser à améliorer leur niveau d'engagement politique et à explorer des voies nouvelles qui puissent les conduire vers la réussite politique. Cette quête permanente de nouveauté, consacre, en effet, le caractère compétitif de l'univers politique et, au final, procure au plus exercé, puissance, respect, honneurs, revenus et prestige. Cependant, la femme est devenue une activatrice et creuseuse des inégalités du genre qu'elle est pourtant sensée combattre. Donner comme cris de ralliement en période électorale « voter femme », en est révélateur. Ne s'agit-il pas là d'une preuve de l'ignorance à regretter quand la femme réclame une société égalitaire en droits par la négative ? N'atteste-t-elle pas par là qu'elle mobilise à l'égalité du genre sans en être elle-même mobilisée ? Est-il audible de crier à l'égalité de droits et, en même temps, appeler l'électorat à ne voter que pour la femme ?

La socialisation des femmes demeure tout autant un passage obligé pour leur réussite en politique. C'est une aberration d'en faire leur cheval de bataille seulement en période électorale. Si des valeurs, des pratiques et normes sociales d'inclusion ne sont pas gravées dans le tissu social, politique et économique des sociétés, les menaces alarmantes d'exclusion qui pèsent encore sur les femmes produiront d'autres caricatures beaucoup plus destructrices de leur image, place et rôle dans nos sociétés. Produire des lois, des politiques d'inclusion, c'est bien ; mais si aucune mesure d'accompagnement en vue de leur intégration et acceptation dans le tissu social, politique et économique n'est guère prise, les inégalités survivront de plus bel. C'est donc une lutte à mener dans tous les sens, du bas en haut et vice versa. Prendre distance de tous ces leviers, serait cautionner d'avance l'échec des femmes dans la vie privée et

publique, et arroser l'archaïsme de la société congolaise où le processus du développement intégral résiste ouvertement à l'approche genrée de la démocratie.

Conclusion

Aujourd'hui, les regards se rejoignent pour déplorer et dénoncer les ratés de l'application de la parité et égalité dans la vie politique et les pratiques sociales au Congo. Les dynamiques féministes continuent de décrier, à l'unisson, les affronts faits à la femme dans une société pourtant dite moderne. À ce titre, nous sommes bien installés dans un « État archaïque » où les droits des femmes à leur devenir constructif sont, de manière recommencée, outragés par les phalocrates. Les différences biologiques ont migré vers les rôles sociaux, créant ainsi la séquestration des droits des femmes au devenir social, et l'amplification de ceux des hommes au profit du *statu quo* qui privilégie leur égo démesuré. Pourtant, l'égalité des droits et l'autonomisation des femmes est un fondement de paix sociale et de prospérité pour tous. C'est ainsi que les recrutements des animateurs des institutions sont faits en fonction des logiques machistes, rendant la société congolaise « sclérosée ». Pour tenter de renverser cette tendance au *statu quo* qui perdure, il revient aux femmes de se mobiliser et mobiliser pour rompre avec la saison des actions sans contenu pour investir toutes les avenues du pouvoir et y produire du signifié. Et cela sans toutefois laisser à la marge les compagnes aiguillées de plaider et de lobbying pour influencer les décideurs à prendre en compte les préoccupations de leur avenir. L'objectif est, non seulement de produire des intelligibilités praxiques pour déconstruire les clichés caricaturés, mais de construire ce commun universel, dont l'égalité du genre en est la cheville ouvrière. Et quand viendra le « Grand Soir » de cette approche genrée de la démocratie, nous réveillerions-nous dans l'espoir que cela dure pour toujours ?

Références bibliographiques

- Alcaud, D. & al. (2010). Dictionnaire de sciences politiques, Sirey, Paris
- Chamorro-Premuzic, T. (2019). Pourquoi sommes-nous dirigés par tant d'hommes incompétents ? [En ligne], consultable sur URL : <https://www.hbrfrance.fr/chroniques-experts/2019/08/27444-pourquoi-sommes-nous-diriges-par-tant-dhommes-incompetents/>
- Downs, A. (1961). Théorie économique et théorie politique, *Revue française de science politique*, vol. XI, n° 2
- Kä Mana. (2020). Le leadership féminin dans l'état actuel de notre pays. Des incantations théoriques au pragmatisme de l'action, *Congo-Afrique*, 543
- Kambale Makwera, G. (2017). La femme africaine, avenir du continent ? *Congo-Afrique*, n°513
- Le Breton, M. & al. (2017). Le scrutin binominal paritaire : un regard d'ingénierie électorale, *Revue économique* – (68)6. [En ligne], consultable sur URL : <https://www.cairn.info/revue-economique-2017-6-page-965.htm>
- Monière, D. & Guay, J. H. (1987). Introduction aux théories politiques, Québec Amérique
- Naves, M.-C. (2020). La démocratie féministe. Réinventer le pouvoir, Calmann-Lévy, Paris
- Vianes, M. (2006). Les nouveaux costumes des phalocrates, Colloque Vieux murs, nouvelles frontières, La Garde. [En ligne], consultable sur URL : www.regardsdefemmes.fr